

FONCTION PUBLIQUE**Le forcing de Sidi Saïd, la mise au point de Naoui et l'attente des travailleurs**

C'est une mise sans équivoque, qu'avait fait avant-hier le secrétaire général du gouvernement (SGG) M. Ahmed Naoui à l'attention du secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd. La sortie médiatique de M. Naoui, était telle que certains observateurs n'ont pas hésité à la qualifier de «véritable rappel à l'ordre de l'UGTA» sur la question de l'augmentation des salaires. Cela s'est passé avant-hier au cours de la conférence de presse hebdomadaire qu'organise le ministère de la Communication après chaque réunion du Conseil du gouvernement.

Intervenant à ce propos, le secrétaire général du gouvernement a déploré «les spéculations entretenues autour de la question ces derniers jours», en affirmant que «les quatre décrets présidentiels signés en septembre 2007 sont clairs sur la décision d'augmenter les salaires des fonctionnaires». Mieux encore, il dira que le Conseil du gouvernement «qui s'est réuni hier — mardi dernier Ndlr — a finalisé deux statuts particuliers de la Fonction publique sur les 44 statuts de cette institution».

Ainsi, en parlant connaissance de l'évolution du dossier, M. Naoui a démenti les propos tenus par le premier responsable de l'UGTA respectivement depuis Aïn-Témouchent et Aïn-Defla, où il était intervenu devant les congressistes à l'occasion de la tenue du congrès des unions de wilayas. Pour M. Naoui, «la hausse des salaires n'interviendra qu'une fois l'adoption des 42 autres statuts en Conseil de gouvernement». En d'autres termes, la hausse des salaires dans le secteur de la Fonction publique ne sera effective qu'une fois cette ultime étape prene fin, quitte à ce qu'elle prenne le temps nécessaire avec cependant effet rétroactif à compter de janvier 2008.

Pour rappel, M. Sidi Saïd, qui avait évoqué tant à Aïn-Témouchent qu'à Aïn-Defla le dossier de la Fonction publique en le qualifiant de «dossier colossal et complexe qui concerne plus de 1,5 million de travailleurs» et dont la Centrale syndicale a réussi d'ailleurs à concrétiser 90% de ses revendications avait déclaré sur les ondes de la radio Chaîne 3 «que le million et demi des travailleurs de la Fonction publique verront à compter du mois en cours (janvier 2008) sur leur fiche de paie la concrétisation de cette hausse de salaires».

«Glissement» dans la formulation des propos ou stratégie syndicale ? Le secrétaire général de l'UGTA qui s'est lancé dans une véritable précampagne électorale dans la perspective du 11^e congrès, dont la date a été fixée pour fin mars prochain, veut mettre un maximum d'atouts à ses côtés. L'objectif recherché n'est autre que de décrocher le plébiscite des délégués congressistes pour un autre mandat à la tête de la Centrale syndicale. Et parmi ses principaux atouts figure bien évidemment la question de la revalorisation des salaires des travailleurs de la Fonction publique. Un argument que le patron de l'UGTA veut coûte que coûte voir concrétiser sur le terrain avant les assises du 11^e congrès.

Cela dit, nos tentatives de disposer d'éclaircissements sur la question de la part d'un des responsables de la Centrale syndicale sont restées vaines. Par ailleurs, selon des observateurs de la question syndicale, la sortie médiatique de M. Naoui ne fera que «conforter la détermination des organisations syndicales autonomes du secteur de la Fonction publique qui ont appelé à des démonstrations de force à compter de la semaine prochaine».

Ceci dit, il est à noter que les précisions faites par le secrétaire général du gouvernement sont conformes aux prérogatives qui lui ont été conférées par décret présidentiel n°01-197 du 22 juillet 2001. En effet, le secrétaire général du gouvernement a pour mission «d'assurer le contrôle et la conformité des projets de lois et de règlements et la coordination juridique de l'activité gouvernementale, de préparer les projets de textes à soumettre à la signature du président de la République, du chef du gouvernement et d'en assurer la publication au Journal officiel (...)». Le secrétaire général du gouvernement veille dans le cadre de la coordination juridique des activités du gouvernement à la mise en forme définitive des textes législatifs et réglementaires proposés par les départements ministériels avant de les soumettre à la signature des autorités habilitées ou de les transmettre, selon le cas, aux institutions d'adoption ou de contrôle (Conseil de gouvernement - Conseil des ministres - Conseil d'Etat - Parlement - Conseil constitutionnel).

Sur un autre chapitre, il est à noter que le directeur général de la Fonction publique avait déclaré «qu'une fois finalisés, les statuts particuliers seront soumis à une commission ad hoc qu'installera la Fonction publique pour s'assurer de leur cohérence avec le statut général». En somme, les augmentations des salaires n'interviendront donc qu'après adoption des statuts particuliers de chaque catégorie de fonctionnaires. «Il faut laisser le temps au temps et voir les choses avec beaucoup de sérénité. Le nouveau système de rémunération dans la Fonction publique n'est donc pas achevé et c'est pourquoi il ne faut pas tirer des conclusions trop hâtives», avait déclaré M. Djamel Kharchi.

Abder Bettache

ALERTE DE LA COORDINATION NATIONALE DES LYCÉES TECHNIQUES**«Le démantèlement de l'enseignement technique se poursuit»**

C'est avec regret que la Coordination nationale des lycées techniques et techniciens (CNLTT) a appris l'adoption de la loi sur l'orientation de l'éducation nationale par les deux chambres parlementaires.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Réunis lundi dernier afin d'examiner les développements en cours concernant le plan du démantèlement de l'enseignement technique dans le cadre de la nouvelle réforme du système éducatif, les membres de cette coordination ont tenu à relever qu'il «est vraiment dommage qu'un tel projet de loi passe comme une lettre à la poste sans qu'il y ait un véritable débat». Dans une déclaration publique, la CNLTT estime que «le ministère national s'est procuré une assise légale pour parachever son plan de démantèlement d'un pan essentiel de notre système éducatif». Il y est rappelé que la tutelle, ayant entamé la réforme du système éducatif depuis septembre 2004, est en contradiction avec la loi d'orientation scolaire datée du 16 avril 1976. Pour

eux, les responsables de ce plan de démantèlement doivent assumer pleinement leur responsabilité devant l'histoire et devant la patrie. La CNLTT a noté que la commission nationale de la réforme du système éducatif n'avait nullement recommandé dans son rapport final la suppression de cet enseignement technique. «Bien au contraire, la commission Benzaghou a proposé trois orientations après l'enseignement obligatoire : l'enseignement secondaire et technologique, l'enseignement technique et professionnel sanctionné par un baccalauréat professionnel et enfin la formation professionnelle», est-il expliqué. Le problème des enseignants du lycée technique Ibn El-Halthem d'Alger a été également soulevé. Ces enseignants du technique en surplus, mutés «abusivement» vers des

lycées d'enseignement général, se sont retrouvés presque dans la même situation. «La Direction de l'éducation d'Alger-Centre avait décidé de les muter en se référant à l'article 21 bis qu'elle n'a même pas respecté puisqu'il stipule que les mutations pour des raisons de service se font après rapport motivé et avis de la commission paritaire», peut-on lire dans cette déclaration. Aussi, les enseignants concernés ont établi des rapports de situation et des recours auprès de la Direction de l'éducation avant d'entamer les recours administratifs auprès des juridictions compétentes. Par ailleurs, les membres de la coordination ont également souligné le problème des professeurs techniques aux lycées techniques (PTLT), qui ont subi une dévalorisation et une dégradation considérables de leur situation après la parution de la mouture du nouveau statut particulier qui leur prévoit deux possibilités : accepter d'assister les PES ou de travailler en tant qu'agents de laboratoire sans possibilité de pro-

motion. «Ils ont été classés au même titre qu'enseignant d'école primaire alors que l'ancien statut prévoit leur intégration en tant que PES après sept ans d'expérience. Ces PTLT qui ont exercé, pour la majorité, plus de 20 ans dans l'enseignement technique, n'ont jamais bénéficié de cette disposition de la loi 90/49, car elle n'a jamais été appliquée. La tutelle, qui préparait le démantèlement de l'enseignement technique depuis plus de 15 ans, a préféré les laisser en l'état pour pouvoir gérer le surplus d'enseignants engendré par la nouvelle forme», peut-on encore lire dans cette déclaration. Et le CNLTT de s'interroger : «Le ministre de l'Education nationale n'a-t-il pourtant pas déclaré en plusieurs occasions que les postes des enseignants du technique seront maintenus ?» Une déclaration considérée par cette commission comme une promesse purement publicitaire pour détourner l'opinion publique.

M. O.

STATUT PARTICULIER DE L'ENSEIGNANT**Le CLA rejette la proposition du ministère**

Aucune initiative ne décourage le ministère de l'Education nationale pour barrer le chemin à toutes les forces unies qui agissent pour le bien-être de l'enseignant en particulier et du travailleur de l'éducation en général.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Devant la mobilisation et l'engagement des syndicats de l'éducation à reprendre la protestation, le ministère de l'Education a tenté, une fois de plus, de jouer la carte de la division pour dissuader certains des partenaires sociaux. Plusieurs syndicats agréés ont été, en effet, destinataires de la mouture du projet du statut particulier de l'enseignant, avec un délai fixé au 5 janvier pour apporter leurs propositions. Le Conseil des lycées d'Alger qui n'a pas été destinataire d'une copie de ce projet, se l'est procuré clandestinement et en a fait l'analyse. Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, le CLA se dit surpris par le contenu de cet avant-projet de statut particulier. Cela s'ajoute à la grande déception de la famille de l'éducation suscitée par la nouvelle grille des salaires qui a vu

s'envoler en éclats tous les espoirs pour les fonctionnaires. Après lecture et analyse du document du ministère de l'Education, le CLA a signalé la précipitation et le bâclage qui ont caractérisé la rédaction de cette mouture qui a fait une omission sur les principales revendications des enseignants. Dix remarques ont été ainsi soulevées par le CLA sur le contenu de ce document. En indiquant l'absence de tout indice portant sur l'amélioration du pouvoir d'achat des enseignants, le CLA fait remarquer également que «le nouveau statut tel qu'il a été présenté par la tutelle (article 8), impose aux enseignants de compléter leur volume horaire dans d'autres établissements et d'effectuer des heures supplémentaires». L'évaluation du travail pédagogique est encore otage de la subjectivité de l'administration, selon le

même document qui insiste sur le caractère consultatif des commissions paritaires. Toujours sur le plan pédagogique, les enseignants du CLA dénoncent le déclassement des professeurs de l'enseignement technique, largement ressorti dans le projet de statut et qui atteint, dans certains cas, la limite de la sanction. «Les enseignants des lycées techniques sont contraints à devenir assistants et des PES ou agents de laboratoire sans possibilité de promotion et classés au même titre qu'un enseignant d'école primaire», souligne le CLA en rappelant que l'ancien statut prévoyait leur intégration comme PES après sept années d'exercice. Mais il ne faut pas trop se leurrer sur l'ancien statut non plus, sachant que cette disposition n'a jamais été appliquée. Concernant la motivation des enseignants et leur promotion dans leurs postes, la mouture du nouveau statut prévoit de n'octroyer les promotions qu'au titre d'un seul grade et dans lequel le passage s'effectue par concours pour

70% des postes et par désignation pour les 30% restant. Une telle mesure ouvre les portes à l'arbitraire et à la sanction des compétences émergentes. Par ailleurs, l'action syndicale sera sévèrement sanctionnée dans le nouveau statut. Celui-ci fait obligation aux enseignants qui ne dépassent pas trois années dans la profession, de ne souscrire à aucun mouvement d'ordre syndical. Ajoutez à cela, la nouvelle définition des fautes professionnelles, de 3^e degré, qui a l'objectif clair de limiter l'action syndicale pour les enseignants. Ainsi, après analyse de toutes ces données, le CLA se dit plus que jamais convaincu «de la nécessité de mener un large mouvement de protestation et de lutter avec tous ses moyens, pour la concrétisation des revendications préalables du syndicat». Le projet de statut particulier, s'il est maintenu dans la version proposée aux syndicats, sera largement contesté par les professeurs, qui comptent réagir en conséquence.

R. M.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU SATEF**«Des syndicats fantoches ont été instruits pour organiser une grève»**

Pour le secrétaire général du Satef qui a organisé une conférence de presse hier, à Tizi-Ouzou, des syndicats ont été recrutés et créés de toute pièce par les pouvoirs publics afin de parasiter le camp syndical réellement autonome de diluer et de stopper la montée de la contestation sociale.

«Un haut fonctionnaire du MEN a instruit des syndicats fantoches pour organiser une grève le 15 janvier prochain» a déclaré, en substance, M. S. Sadali du Satef, syndicat autonome parmi d'autres réunis dans l'intersyndicale de la fonction publique, à savoir le Satef, le CLA, le Snapp, le Cnapest, le CECA, le Snepm... et qui sont partie prenante dans l'organisation de deux journées de protestation les 12 et 13 janvier prochains. Le responsable du

Satef a dénoncé les tentatives récurrentes des autorités à manipuler le champ syndical autonome qu'elles ont infiltré par des syndicats jeunes et fantoches afin d'empêcher le champ social de s'organiser et de s'émanciper et pour étouffer toute velléité de contestation.

Ce scénario se vérifie cette fois encore, selon le syndicaliste du Satef pour qui «les augmentations salariales consenties sont factices, et pénalisantes pour les salaires de fonctionnaires qui constitue la classe moyenne». Selon le même syndicaliste, les autorités concernées tentent d'organiser la diversion face à la mobilisation qui s'annonce avec les deux jours de protestation auxquelles ont appelé les membres de l'intersyndicale de la fonction publique. «D'autres actions sont prévues pour la deuxième quinzaine

de janvier et qui sont annoncées d'une lutte durable et déterminée» dira Sadali qui expliquera que la montée au créneau des organisations syndicales de la fonction publique vise à dénoncer la dégradation de la situation sociale caractérisée par le recul alarmant du pouvoir d'achat non pris en charge par la grille des salaires. Le communiqué cosigné par ces syndicats dénonce vivement «l'opacité et l'exclusion accompagnant l'élaboration du statut particulier et du régime indemnitaire». Le même document énumère les revendications de l'intersyndicale à savoir, l'abrogation de l'article 87 bis, la révision à la hausse de la valeur du point indiciaire, l'ouverture de négociations sérieuses et transparentes autour du régime indemnitaire et du statut particulier qui doivent consacrer l'intégration de

tous les contractuels en exercice. Pour sa part, le Satef qui a adressé des propositions au ministère, considère dans sa déclaration liminaire que «ce nouveau statut consacre une régression intolérable des acquis sociaux et professionnels des travailleurs (...)». Il portera le coup de grâce à la corporation de l'éducation et à l'école algérienne.

Par ailleurs, le bureau de la wilaya de Tizi-Ouzou du Cnapest appelle les PES et ses adhérents à se joindre aux deux journées de protestation des 12 et 13 janvier prochains pour, lit-on sur son communiqué, s'opposer au statut proposé par le MEN, dénoncer l'opacité qui entoure l'avenir des PEST et refuser la grille des salaires qui ne reflète pas les aspirations des enseignants.

S. A. M.